M. Baldwin: Vous ne comprenez ni l'un ni l'autre. Vous feriez mieux d'en lire un.

M. Trudeau: Le ministre d'État chargé des Affaires urbaines (M. Danson) dit que le député devrait essayer le Coran.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Le nouveau projet de péréquation devrait produire à peu près les mêmes résultats que l'entente de mars puisqu'il est également question du tiers des recettes additionnelles provenant du pétrole. On a calculé le montant de la péréquation qui serait versé en 1974-1975 en vertu de la nouvelle proposition—celle que le ministre des Finances (M. Turner) a faite dans son budget—et les résultats ont été comparés au dernier calcul officiel de la péréquation pour 1974-1975, calcul effectué en septembre et fondé sur l'entente de mars. Les résultats sont pratiquement identiques quant à la somme et quant à la répartition.

En fait—et j'attendrais que le chef du NPD (M. Broadbent) prête attention parce que je suis certain qu'il aimerait savoir que c'est l'essentiel de l'argument qu'il a présenté à moi-même et au premier ministre de la Saskatchewan—la province de Saskatchewan bénéficiera plus de la nouvelle proposition que de l'entente intervenue en mars.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Le premier ministre, M. Blakeney, ne peut certes prétendre que ces faits violent l'esprit de l'entente en date du 27 mars. Les ministres et les fonctionnaires fédéraux se sont toujours souciés de protéger la Saskatchewan contre une baisse spectaculaire de la péréquation laquelle elle a droit, même si la province voit augmenter tous ses revenus, lesquels dépasseront cette année 200 millions de dollars. Bref, nous avons tenté de protéger la Saskatchewan contre tous les effets de la formule de péréquation qui prévoit, en somme, qu'une province qui s'enrichit obtient moins d'assistance.

Nous n'avons jamais envisagé, cependant, que la province ne subirait aucune perte de la péréquation à laquelle elle a droit, quelle que soit sa richesse provenant de ses nouveaux revenus pétroliers. De fait, protéger absolument la province contre toute diminution des paiements de péréquation serait ridiculiser la formule de péréquation. Enfin, je voudrais signaler que les avantages que la Saskatchewan retirera de la proposition budgétaire concernant la péréquation s'appliquera à trois années financières, tandis que l'entente de mars ne vaudrait que pour une période de 15 mois.

J'espère que ces faits aideront à faire taire les accusations lancées ces derniers jours à la Chambre et ailleurs, de même que dans les média, par ceux qui nous reprochaient d'avoir rompu une entente, en quelque sorte, parce que nous avons agi d'une certaine façon, et que les parties contractantes avaient été prévenues, informées de notre décision, surtout lorsque la prétendue rupture porte sur des points qui ne se rattachaient aucunement à cette entente. J'espère ainsi tirer les choses au clair et empêcher au moins le chef de l'opposition (M. Stanfield) d'employer des termes comme trahison et mauvaise foi.

Je conviens que dans ce débat, il est assez difficile de comprendre le compromis consenti entre les gouvernements fédéral et provinciaux, non seulement le gouvernement fédéral et les provinces de l'Alberta et de la Saskatchewan. Les députés sont suffisamment avisés pour se

Le budget—M. Trudeau

rendre compte que des représentants d'autres provinces assistaient à cette réunion. Ils réclamaient des prix moins élevés et une formule de péréquation qui les avantagerait plus que celle que l'on a adoptée. On n'était pas d'accord en toute sincérité. On en est arrivé à un compromis et à une entente. Toute discussion devrait reposer sur ce principe. Je le répète: si le parti conservateur ou, quant à cela, le NPD, peut énoncer des politiques pour nous montrer comment aboutir à une meilleure entente, puisqu'eux comme nous devons prendre une décision pendant cette législature pour la période qui suivra le 1^{er} juillet, ils auraient intérêt à commencer dès maintenant à jeter les bases de leurs principes dont s'inspireront leurs avis au gouvernement au lieu d'attendre une autre année et de parler de violation d'entente.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Nos politiques et les leurs ainsi que l'opinion publique y gagneraient, selon moi, si nous rappelions brièvement l'histoire de l'imposition fiscale des industries extractives au Canada et expliquions pourquoi nous avons dû agir comme nous l'avons fait. Pendant bien des années, et surtout pendant les vingt-cinq années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, les politiques fiscales du gouvernement fédéral tendaient à promouvoir et à favoriser la découverte et l'exploitation des minerais, du pétrole et du gaz canadiens. Le gouvernement fédéral accordait des concessions fiscales aux industries extractives. Les trois plus importantes concessions étaient l'épuisement automatique, l'amortissement rapide des frais de prospection et d'exploitation et la non-imposition des nouvelles mines pour trois ans.

Ces concessions étaient tellement généreuses—si je ne m'abuse, certains ont même dit que c'était du vol, mais maintenant ils ont adopté l'attitude contraire et soutiennent que nous n'encourageons pas suffisamment l'exploitation des mines—que seulement un petit nombre de producteurs de pétrole avaient payé des impôts à la fin de 1972 et que le montant total des impôts versés au gouvernement fédéral pendant toute la période était de moins de 400 millions de dollars. Pendant la même période, les provinces avaient imposé des redevances sur la production du pétrole et du gaz et perçu environ 4 milliards de dollars sous forme de redevances et d'autres frais. Ce chiffre ne comprend pas les impôts provinciaux des sociétés, qui s'élevaient à environ 100 millions de dollars. Pendant cette période, le gouvernement fédéral avait aussi perçu très peu d'impôts de l'industrie minière. Les impôts fédéraux de cette industrie s'élevaient à beaucoup moins de 15 p. 100 des bénéfices bruts inscrits au bilan, tandis que les impôts de toutes les autres industries non extractives s'élevaient en moyenne à plus de 30 p. 100 de leurs bénéfices.

Bref, au cours de la longue période de mise en valeur, soit de 1945 à 1972, les provinces ont reçu environ dix fois plus de recettes de l'industrie pétrolière et environ une fois et quart plus de recettes de l'industrie minière que le gouvernement fédéral. En même temps, le gouvernement fédéral cherchait à favoriser davantage l'exploitation des ressources de l'Ouest en établissant la ligne de la vallée de l'Outaouais, qui garantissait des débouchés pour les produits de l'Ouest à un prix plus élevé que sur le marché international, ce qui veut dire que les consommateurs du Canada payaient des prix plus élevés pour aider à mettre sur pied l'industrie pétrolière de l'Alberta et de la Saskatchewan.

Des voix: Bravo!